

LE SUIVI DES DELINQUANTS SIGNALES COMME RADICALISES

LE POINT DE VUE DU JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES

INTRODUCTION

DEFINITION DE LA RADICALISATION

- La problématique appréhendée n'est pas celle de la radicalisation dans son acception la plus large mais celle de la radicalisation violente, soit l'association d'une idéologie extrémiste à la commission d'une infraction pénale.
- Etre extrémiste ou radical n'est pas en soi une infraction pénale
- L'institution judiciaire a donc vocation à répondre à l'extrémisme lorsque celui-ci emploie la violence et les méthodes du terrorisme

- Une notion au champ restreint : ne s'entend plus que de la radicalisation islamiste
- Par le passé, avait une acception plus large : problématiques corse et basque. La désistance n'était pas abordée.

LA COMPETENCE DU JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES

- Article D 49-27 du Code de procédure pénale
- Le juge de l'application des peines fixe les principales modalités d'exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de libertés en orientant et en contrôlant les conditions de leur exécution, conformément aux principes fixés par [l'article 707](#).
- Il est à cette fin assisté par la commission de l'application des peines, ainsi que par le service pénitentiaire d'insertion et de probation, que le magistrat mandate pour suivre les condamnés faisant l'objet d'une peine restrictive de liberté.
- Le juge de l'application des peines exerce les missions qui lui sont confiées, en déterminant notamment, pour chaque condamné, les principales modalités du traitement pénitentiaire, dans le respect des attributions propres au directeur interrégional des services pénitentiaires et aux chefs des établissements pénitentiaires relatives à l'organisation et au fonctionnement de ces établissements.

- Le juge de l'application des peines est donc compétent uniquement pour les personnes définitivement condamnées
- Il ne s'autosaisit pas

I – LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA PEINE ET DE L'AMENAGEMENT DE PEINE

EVOLUTION DES PRINCIPES DE LA PEINE

- Loi du 23 mars 2019 de programmation de la justice : la peine ferme d'emprisonnement ne doit être prononcée qu'à défaut de toute autre possibilité
- Constat des petites peines désocialisantes
- Du placement sous surveillance électronique en tant que modalité d'aménagement de peine à la détention à domicile sous surveillance électronique en tant que peine autonome

LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'AMENAGEMENT DE PEINE

- Article 707 du Code de procédure pénale
- I. - Sur décision ou sous le contrôle des autorités judiciaires, les peines prononcées par les juridictions pénales sont, sauf circonstances insurmontables, mises à exécution de façon effective et dans les meilleurs délais.
- II. - Le régime d'exécution des peines privatives et restrictives de liberté vise à préparer l'insertion ou la réinsertion de la personne condamnée afin de lui permettre d'agir en personne responsable, respectueuse des règles et des intérêts de la société et d'éviter la commission de nouvelles infractions.
- Ce régime est adapté au fur et à mesure de l'exécution de la peine, en fonction de l'évolution de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale de la personne condamnée, qui font l'objet d'évaluations régulières.
- III. - Toute personne condamnée incarcérée en exécution d'une peine privative de liberté bénéficie, chaque fois que cela est possible, d'un retour progressif à la liberté en tenant compte des conditions matérielles de détention et du taux d'occupation de l'établissement pénitentiaire, dans le cadre d'une mesure de semi-liberté, de placement à l'extérieur, de placement sous surveillance électronique, de libération conditionnelle ou d'une libération sous contrainte, afin d'éviter une remise en liberté sans aucune forme de suivi judiciaire.

- Article 720 du Code de procédure pénale
- La situation de toute personne condamnée exécutant une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale inférieure ou égale à cinq ans est obligatoirement examinée par le juge de l'application des peines afin que soit prononcée une libération sous contrainte lorsque la durée de la peine accomplie est au moins égale au double de la durée de la peine restant à subir.

La libération sous contrainte entraîne l'exécution du reliquat de peine sous le régime de la libération conditionnelle, de la détention à domicile sous surveillance électronique, du placement à l'extérieur ou de la semi-liberté. Les conséquences de l'inobservation de ces mesures sont celles prévues au présent code.

La libération sous contrainte est décidée par le juge de l'application des peines qui, après avis de la commission d'application des peines, détermine, parmi les mesures prévues au deuxième alinéa, celle qui est la mieux adaptée à la situation du condamné.

Le juge de l'application ne peut refuser l'octroi de la libération sous contrainte qu'en constatant, par ordonnance spécialement motivée, qu'il est impossible de mettre en œuvre une de ces mesures au regard des exigences de l'article [707](#).

- S'il n'est pas procédé à l'examen de la situation de la personne condamnée conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, le président de la chambre de l'application des peines de la cour d'appel peut, d'office ou sur saisine de la personne condamnée ou du procureur de la République, prononcer une mesure de libération sous contrainte dans les conditions prévues au présent article.
- Le présent article n'est pas applicable aux condamnés :
 - 1° Qui ont préalablement fait connaître leur refus d'une libération sous contrainte ;
 - 2° Pour lesquels une requête en aménagement de peine est pendante devant la juridiction de l'application des peines ; dans ce cas, si les conditions d'exécution de la peine prévues au premier alinéa sont remplies, l'aménagement doit être ordonné sauf s'il est impossible à mettre en œuvre au regard des exigences de l'article 707.

II- LA CONNAISSANCE PAR LE JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES DE L'ETAT DE RADICALISATION DU CONDAMNE

LES CONDAMNES TERRORISTES

- Une justice spécialisée : parquet national anti-terroriste, juge d'instruction, Cour d'assises, juge de l'application des peines anti-terroriste
- Suivi de pur contrôle
- Un régime spécifique d'exécution et d'aménagement de la peine : un encadrement de l'octroi de la libération conditionnelle et des réductions de peine, des conditions spécifiques de réduction et de levée de la période de sûreté

- Des mesures de sûreté possibles : inscription au fichier national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIAIT), surveillance de sûreté et rétention de sûreté, surveillance judiciaire, suivi socio-judiciaire
- Un suivi post libération par les réductions de peine conditionnelles

LES CONDAMNÉS DE DROIT COMMUN SUSCEPTIBLES DE RADICALISATION

- Une appréciation de l'état de radicalisation qui échappe a priori au juge de l'application des peines
- Une gestion par l'Administration pénitentiaire : les quartiers d'évaluation de la radicalisation
- Une transmission confidentielle d'informations, souvent parcellaires, au juge de l'application des peines
- Une utilisation délicate de l'information par le juge de l'application des peines au regard de l'exigence de motivation

- Le juge de l'application des peines doit-il appliquer le principe de précaution?
- Le juge de l'application des peines doit veiller à ne pas accentuer l'hostilité du condamné vis-à-vis de l'institution judiciaire (sentiment d'acharnement)

III – QUELQUES DISPOSITIFS PARTICULIERS

UN PROGRAMME GENERALISTE : PARCOURS

- Les objectifs : le programme vise à encourager chez les personnes condamnées la prise de conscience des conséquences de leur comportement délinquant et la responsabilisation vis-à-vis de ces dernières
- Le public visé : personnes condamnées qui, à la suite de l'évaluation de leurs risques et besoins, paraissent nécessiter une intervention de prise de conscience et de responsabilisation

- Les participants ne doivent pas souffrir d'un trouble mental grave. Ils doivent aussi démontrer des capacités intellectuelles afin de comprendre les notions du programme et les habiletés de lecture/écriture leur permettant de travailler avec le cahier des participants
- La stratégie du programme repose sur trois modules de 8 à 12 heures chacun, et chaque module comporte 8 séances d'une durée respective de 60 à 90 minutes

- Module 1 : vise à favoriser la prise de conscience chez la personne condamnée de l'importance d'apporter du changement à son comportement délinquant ou à son mode de vie
- Module 2 : vise à amener les participants à prendre conscience des convictions, discours intérieurs, valeurs et raisonnements moraux qui servent à justifier les comportements délinquants
- Module 3 : vise à aider les participants à préparer un projet personnel pour tendre vers une vie meilleure, à développer des habiletés de résolution de problèmes, à faire le point sur leur capital social et à élaborer un plan d'action personnel de prévention de la récidive

UN PROGRAMME DEDIE : PAIRS

- Le dispositif vise à renforcer la prise en charge en milieu ouvert, par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), des personnes prévenues ou condamnées pour des infractions de nature terroriste ou repérées, dans le cadre d'une procédure de droit commun, comme susceptibles de présenter une problématique de radicalisation violente
- L'objectif des centres de prise en charge individualisée est d'œuvrer au désengagement de la radicalisation violente et à la prévention du risque de passage à l'acte violent tout en favorisant la réinsertion sociale et l'acquisition des valeurs de la citoyenneté

- La décision d'orientation vers le centre de prise en charge peut intervenir dans le cadre de l'aménagement d'une peine privative de liberté (aménagement sous écrou, libération conditionnelle), d'une libération sous contrainte ou d'une surveillance judiciaire
- La personne condamnée doit donner son accord à ce suivi et est subordonnée à l'autorisation préalable du juge de l'application des peines s'agissant des personnes condamnées pour une infraction terroriste

- Pour les personnes condamnées pour des infractions de droit commun : avis préalable au juge de l'application des peines qui pourra s'opposer à l'orientation envisagée par le SPIP

- Evaluation préalable à la prise en charge : à l'initiative du juge de l'application des peines ou du SPIP. L'évaluation, réalisée par le SPIP, peut être faite avec le soutien du centre de prise en charge
- Prise en charge par équipe pluridisciplinaire : 7 travailleurs sociaux expérimentés, un spécialiste de l'islam contemporain, 1 psychiatre, 1 psychologue (a minima). Peut être renforcée par des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation ou des universitaires, spécialistes notamment de géopolitique

- Diagnostic réalisé dans les 3 mois par la structure : déterminer les modalités de prise en charge et d'élaborer un programme d'accompagnement individualisé. Trois niveaux de prise en charge possibles : milieu ouvert renforcé, intermédiaire, intensif.
- Le juge de l'application des peines est destinataire du projet par l'intermédiaire du SPIP et peut solliciter un renforcement ou un allègement du suivi à tout moment

- Durée de prise en charge : fixée par l'autorité judiciaire dans le cadre du prononcé de l'obligation et, à défaut, intervient pour une durée d'un an, sauf à ce que la mesure mère s'achève ou que l'obligation soit levée avant cette échéance
- Centres de prise en charge à Paris, Marseille, Lille et Lyon. Capacité d'accueil de 25 personnes à Paris, et de 15 pour Marseille, Lille et Lyon. Extension possible de la prise en charge de 10 personnes par centre

CONCLUSION

- L'outil législatif actuel n'est qu'au visa de l'ordre public
- La désistance des personnes radicalisées est un phénomène récent et balbutiant
- Le juge de l'application des peines est seul face à la prise de décision et a toujours tort

- Rapport d'information du Sénat 12 juillet 2017
- Préparer la sortie de détention : indispensable d'envisager des modalités spécifiques de suivi des détenus après l'incarcération, impératif que toute personne suivie en milieu fermé pour radicalisation fasse l'objet d'une évaluation préalable à sa levée d'écrou
- Personnes condamnées pour les infractions les plus graves : prise en charge à la sortie de détention. Un phénomène qui s'imposera à la société